

# Fiche d'examen au cas par cas

## Pour les PLU, PLUi et cartes communales

*(liste indicative d'information à fournir)*

### 1. Intitulé du projet et état d'avancement

Procédure concernée <i>(ex pour les PLU : élaboration, révision, DP ou DUP...)</i>	Type de document <i>(ex : POS, PLU communal ou intercommunal, carte communale)</i>	Territoire concerné
Modification	PLU	Commune de Saint-Martin-en-Haut

#### En cas d'élaboration ou de révision générale du PLU ou PLUi

Date de débat du PADD	/
Le cas échéant, date prévisionnelle de l'arrêt	/

### 2. Identification de la personne publique responsable

Personne publique responsable <i>(compétente pour conduire la procédure d'urbanisme)</i>	Mairie de Saint-Martin-en-Haut
Courriel	<a href="mailto:mairie.saint-martin-en-haut@cc-hauts-du-lyonnais.fr">mairie.saint-martin-en-haut@cc-hauts-du-lyonnais.fr</a>

### 3. Caractéristiques principales de la procédure

#### 3.1. Caractéristiques générales du territoire

Nom(s) de la (ou des) commune(s) concernée(s)	Commune de Saint-Martin-en-Haut
Nombre d'habitants concernés <i>(au dernier recensement général de la population)</i>	4 109 habitants (RGP 2015-population municipale)
Le cas échéant : nombre d'habitants permanents et en période touristique	
Superficie du territoire	3 864 hectares

#### 3.2. Quels sont les objectifs de cette procédure ? *Annexe : la délibération engageant la procédure*

Les objectifs de cette procédure sont divers : créer une orientation d'aménagement et de programmation sur une zone urbaine pour encadrer l'urbanisation pour des raisons paysagères, modifier les emplacements réservés (étendre un emplacement réservé existant et en créer un nouveau en vue de sécuriser les déplacements piétons), la modification du zonage (pour ajouter le périmètre de l'orientation d'aménagement et de programmation créée, ajuster les emplacements réservés et créer une zone Ub1 au lieu de Ub à l'intérieur du périmètre de l'OAP pour limiter la hauteur), la modification de certaines dispositions du règlement pour leurs meilleures applications (intégration du nuancier de couleurs des façades en disposition générale, intégration du nuancier des façades et clôtures présent dans le permis d'aménager en zone économique Ui1, ajout de la présence de l'OAP en zone Uc et Ub1, modification des articles 2 et 11 de la zone économique Ui en cohérence avec la zone Ui1, complément de la règle du stationnement pour les visiteurs pour les logements, harmonisation des règles concernant les habitations en zone agricole, rectification d'une erreur en zone naturelle, harmonisation des règles concernant les ouvertures en zones agricole et naturelle).

*[Annexes 1, 2, 3, 4 : Délibérations du Conseil Municipal du 12 Octobre 2017, 8 Février 2018 et 5 Avril 2018 et arrêté du Maire du 23 Avril 2018]*

### 3.3. Quelles sont ses grandes orientations d'aménagement ?

*Annexe : pour une élaboration ou une révision générale de PLU communal ou intercommunal, joindre le projet de PADD qui a été débattu par le Conseil Municipal ou par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU*

Le PADD reste inchangé dans le cadre de cette procédure. Les modifications apportées s'inscrivent dans les orientations du PADD et ne les remettent pas en cause.

### 3.4. Quelles sont les grandes évolutions réglementaires envisagées pour cette procédure ?

*Annexe :*

- Pour une élaboration ou une révision générale de PLU : si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, joindre le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur et, le cas échéant, une première version du projet de zonage en cours d'élaboration ;
- Pour les révisions de PLU avec examen conjoint (article L. 123-13, II, du code de l'urbanisme et les déclarations de projet ou DUP impactant un POS ou un PLU : le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint ;

La modification prévoit la modification du règlement sur des points mineurs, la création d'une orientation d'aménagement et de programmation sur une zone urbaine, l'ajout d'emplacements réservés et la modification du plan de zonage en lien avec les autres documents.

[Annexe 5 : Dossier du projet de la modification n°3]

**3.5. Le projet sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) (exemples : avis de la CDPENAF, du Comité de massif, autorisation du SCoT au titre de l'article L. 122-2 du code de l'urbanisme...) ou fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ? (ex : procédure d'AVAP, de mise à jour du zonage d'assainissement...) ?** Si oui, préciser

Le projet ne fera pas l'objet d'une consultation de la CDPENAF, mais il y aura une enquête publique portant uniquement sur cette procédure. Le dossier sera notifié à l'ensemble des personnes publiques associées avant l'enquête publique.

### 3.6. Contexte de la planification : le projet est-il concerné par...

- les dispositions de la loi Montagne ?	Oui
- les dispositions de la loi Littoral (3 lacs concernés : Léman, Bourget, Annecy) ?	Non
- une DTA ou DTADD ? Si oui, laquelle ?	Non
- un SCoT, un schéma de secteur ? Si oui, le(s)quel(s) ? ce(s) document(s) a-t-il (ont-ils) été élaboré(s) selon les dispositions de la loi « Grenelle 2 » ?	SCoT des Monts du Lyonnais approuvé le 11 Octobre 2016
- un (ou plusieurs) SDAGE ou SAGE ? Si oui, le(s)quel(s) ?	Oui, SDAGE Loire-Bretagne ; SAGE Loire en Rhône-Alpes

**3.7. Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme : le document en vigueur sur le territoire (ou au moins un des documents d'urbanisme en vigueur, pour un PLUi) a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?**

Territoire couvert par un PLU approuvé en 2011 avec une modification en 2012, une modification et une révision allégée en 2016, et une révision approuvée début 2018. Le PLU n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale.

## 4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine

### 4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain

Quels sont les objectifs de cette procédure en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	Il n'est pas prévu de la consommation d'espace, en effet l'OAP est situé sur un espace Uc et Ub.
Quelle est l'évolution par rapport aux tendances passées ?	
Sur quelles perspectives de développement ( <i>démographique, économique, touristique ou d'équipements publics ou autre, selon la vocation de l'urbanisation envisagée</i> ) du territoire s'appuient ces objectifs en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	
Le projet a-t-il pour conséquence d'ouvrir à l'urbanisation certaines parties du territoire : oui/non ? Si oui :	
Quelle est approximativement la superficie consommée ?	Aucune surface n'est consommée. Les modifications de zonage réside au sein de la zone urbaine Ub-Ub1.
Quelles possibilités d'optimisation du potentiel constructible à l'intérieur du tissu urbain existant ( <i>densification, dents creuses, opérations de démolition/reconstruction, friches, bâtiments non investis, logements ou locaux vacants, lits froids pour le tourisme de montagne...</i> ) ont été préalablement examinées ?	/
Expliquez dans les grandes lignes, en fonction des zones concernées, les impacts de cette ouverture à l'urbanisation ( <i>sur les espaces agricoles, naturels ou forestiers, en termes de déplacements...</i> ).	/

### 4.2. Milieux naturels et biodiversité

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par une (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les)s ?  <b>Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?</b>
Zone Natura 2000 ?		X	
Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO) ?		X	
Parc national, parc naturel marin, réserve naturelle (régionale ou nationale) ou parc		X	

naturel régional ?			
Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type I ?	X		Crêt de la Poipe, bois du Boula, ZNIEFF 1 située en marge Nord de la commune. Aucun impact par rapport à la procédure engagée.
Arrêté préfectoral de protection de biotope ?		X	
Continuité écologique connue ou repérée par la commune ou l'intercommunalité ou par un document de rang supérieur (SRCE, SCoT, DTA...) ?	X		Pas de continuité écologique identifiée au SRCE Rhône-Alpes. Corridor écologique Nord-Sud d'échelle Monts du Lyonnais correspondant au fond de vallée du Potensinet, avec une liaison vers le réservoir de biodiversité (ZNIEFF1), identifiée dans le SCOT. Aucun impact par rapport à la procédure engagée.
Zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ? Repérée par un document de rang supérieur (SCoT, DTA...) ou par un autre document (contrat de rivière, inventaire du Conseil départemental...) ? Ou identifiée au titre de la convention de RAMSAR ?	X		Le Département du Rhône réalise un inventaire des zones humides. Dans le cadre du SAGE Loire en Rhône-Alpes un inventaire des zones humides a également été réalisé. Les zones humides recensées se trouvent en fond de vallée ou dans des secteurs de talwegs. Aucun impact par rapport à la procédure engagée.

### 4.3. Paysages, patrimoine naturel et bâti

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par une (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les)s ? <b>Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?</b>
Eléments majeurs du patrimoine bâti (monuments historiques et périmètres de protection, élément inscrit au patrimoine de l'UNESCO, zone de présomption de prescription archéologique...) ?	X		<u>Sites archéologiques</u> : Aucun impact par rapport à la procédure engagée.
Site classé ou projet de site classé ?		X	
Site inscrit ou projet de site inscrit ?	X		<u>Site inscrit</u> (Ruines de l'église et maisons du hameau de Rochefort). Aucun impact par rapport à la procédure engagée.
Zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) ou Aire de mise en valeur du patrimoine (AVAP) ?		X	
Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) ?		X	
Directive de protection et de mise en valeur des paysages ?		X	
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur (SCoT, DTA...) ?	X		<u>SCOT</u> : le SCOT identifie un secteur de cônes de vue à protéger, ainsi que deux points de vue à enjeu paysager territorial à protéger, identifier et valoriser sur la commune. La mise en place de l'OAP vise notamment à améliorer l'insertion paysagère d'un secteur constructible au PLU, de façon à préserver le cône de vue identifié au SCOT.

#### 4.4. Ressource en eau

<b>Captages :</b> le projet est-il concerné par une (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les)s ? <b>Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate</b> de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Périmètre de protection (immédiat, rapprochée, éloignée) d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?		X	
<b>Captages :</b>	oui	non	Si oui, précisez lequel(les)s ?
Le projet est-il concerné par un (ou plusieurs) des 500 captages prioritaires Grenelle 2 ?		X	
De captages repérés par un SDAGE ou un SAGE ?		X	
<b>Usages :</b>	oui	non	Si oui, précisez
Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins futurs ? Pour l'alimentation en eau potable et pour les autres usages ?	X		Le dossier de PLU approuvé en 2011 indique dans ces annexes sanitaires que les renforcements syndicaux réalisés ou en cours permettront de faire face aux besoins futurs.
Y-a-t-il risques de conflits entre ces différents usages ?		X	
Le projet est-il concerné par une zone de répartition des eaux (ZRE) ?		X	
Le système d'assainissement a-t-il une capacité suffisante pour les besoins présents et futurs du territoire et des autres territoires qui y sont raccordés. Quel est l'impact sur les rejets dans les milieux ?	X		Aucune modification du zonage constructible n'est réalisée. Les capacités sont suffisantes comme indiqué dans le PLU de 2011.

#### 4.5. Sols et sous-sol, déchets

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par une (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les)s ? <b>Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs</b> par la procédure d'urbanisme en cours ?
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués ( <i>base de données BASOL</i> ) ?		X	Pas de site recensé sur la base de données BASOL
Anciens sites industriels et activités de services ( <i>base de données BASIAS</i> ) ?		X	Pas de site recensé sur la base de données BASOL
Carrières et/ou projets de création ou d'extension de carrières ?		X	

Projet d'établissement de traitement des déchets sur le territoire ?		X	
--	--	---	--

#### 4.6. Risques et nuisances

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par une (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les)s ? <b>Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés</b> par la procédure d'urbanisme en cours ?
Risques ou aléas naturels ( <i>inondations, mouvements de terrain, avalanche, feu de forêts...</i> ), industriels, technologiques, miniers connus ?	X		<u>Inondation</u> : PPRI du Garon approuvé et PPRI de la Coise prescrit <u>Séisme</u> : niveau 2, risque faible <u>Risque géologique</u> : <u>Risque retrait-gonflement d'argiles</u> <u>Transport de matières dangereuses</u> : voies routières Aucun impact par rapport à la procédure engagée
Plans de prévention des risques ( <i>naturels, technologiques, miniers</i> ) approuvés ou en cours d'élaboration ?	X		<u>Inondation</u> : risque de crue rapide (PPRNI du Garon et PPRNI de la Coise prescrits) Aucun impact par rapport à la procédure engagée
Nuisances connues ( <i>sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives</i> ) ou projets susceptibles d'entraîner de telles nuisances ?	X		La commune est concernée par le classement sonore de la RD311 (catégorie 4, bande de 30m). Aucun impact par rapport à la procédure engagée.
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?	X		

#### 4.7. Air, énergie, climat

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par une (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les)s ? <b>Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans les secteurs concernés</b> par la procédure d'urbanisme en cours ?
Plan de protection de l'atmosphère (PPA) ?		X	
Enjeux spécifiques relevés par le schéma régional du climat, de l'air et l'énergie (SRCEA) ?		X	
Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?		X	

### 5. Éléments complémentaires que la commune ou l'intercommunalité souhaite communiquer (*facultatif*)

--

## 6. Annexes (*rappel*)

Pour les élaborations ou révisions de PLU ou PLUi ou de carte communale	Pour les PLU et PLUi : le projet de PADD débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU	<input type="checkbox"/>
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur	<input type="checkbox"/>
	Le cas échéant, une première version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration	<input type="checkbox"/>
Pour les révisions de PLU avec examen conjoint et les déclarations de projet ou DUP impactant un POS ou un PLU	Le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint	<input checked="" type="checkbox"/>
Pour tous	La délibération prescrivant la procédure	<input checked="" type="checkbox"/>



## ANNEXE 1 :

### LA DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LANCEMENT DE LA MODIFICATION DU PLU DU 12 OCTOBRE 2017

REPUBLIQUE FRANCAISE

Commune de SAINT MARTIN EN HAUT

DEPARTEMENT DU RHONE

#### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Arrondissement de  
Villefranche-sur-Saône

Canton de  
VAUGNERAY

DELIBERATION RENDUE EXECUTOIRE  
Transmise à la Préfecture le 27/10/17  
Publiée ou notifiée le 27/10/17  
DOCUMENT CERTIFIE CONFORME  
Le Maire,

SEANCE DU 12 OCTOBRE 2017

COMPTE RENDU AFFICHE 19 OCTOBRE 2017

DATE DE CONVOCATION DU CONSEIL MUNICIPAL : 5 OCTOBRE 2017

NOMBRE DE CONSEILLERS MUNICIPAUX EN EXERCICE AU JOUR DE LA SEANCE : 26

PRESIDENT : M. CHAMBE REGIS

SECRETAIRE ELU : M. GUYOT JEAN LUC

MEMBRES PRESENTS A LA SEANCE : MRS CHAMBE REGIS, BONNARD MICHEL, FAYOLLE BRUNO, MORALES PHILIPPE, PIEGAY DIDIER, MMES CHARDON MONIQUE, MRS BUISSON JEAN-LUC, MILAN BERNARD, FURNION DANIEL, MME BONNARD GENEVIEVE, M. SANGOUARD JEROME, MMES MARNAS JOELLE, COULOMB MARIE, GRANGE MIREILLE, GRANDJEAN DOMINIQUE, MRS ESCALE CHRISTIAN, GUYOT JEAN LUC, CHARVOLIN ANNABELLE, BUISSON GHISLAINE, JOMAND CECILE, FAURE VERONIQUE.  
EXCUSES : MMES FAYET NATHALIE, PIEGAY ANCA, PEURIERE CELINE, M. VACHERON JOEL

#### OBJET : PRESCRIPTION DE LA MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

#### DELIBERATION N° 2017-53

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-36 et suivants

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 6 Octobre 2011, modifié les 7 Juin 2012 et 2 Juin 2016 et révisé sous format allégé le 2 Juin 2016

Considérant la nécessité de mieux encadrer les opérations d'habitat de manière à améliorer leur insertion paysagère, notamment sur le secteur de la rue Martinaud.

Monsieur le Maire informe qu'il est nécessaire de faire évoluer le Plan Local d'Urbanisme par une procédure de modification dans les conditions prévues par les articles L153-36 et suivants du code de l'urbanisme.

La procédure de modification consistera à créer et améliorer la qualité des opérations d'habitat en complétant le règlement notamment sur l'article 11 relatif à l'aspect extérieur des constructions et/ou créant une orientation d'aménagement et de programmation pour la zone UC, notamment sur le secteur de la rue Martinaud.

De ce fait, il est proposé que le Conseil Municipal lance cette procédure.

Pour rappel, la modification sera conduite et donc initiée par arrêté du Maire. Le dossier sera notifié aux personnes publiques associées et une enquête publique sera organisée. Elle sera enfin approuvée en Conseil Municipal.

Après avoir entendu l'exposé du Maire

Et en avoir délibéré, le conseil municipal décide par 20 voix pour et une abstention

- **DE PRESCRIRE** une modification simplifiée du PLU tel que décrit ci-dessus.
- **DE DONNER** pouvoir au Maire pour conduire à bien cette procédure
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de la délibération.
- **CHARGE** Monsieur le Maire de la poursuite et de l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que ci-dessus.

Pour copie certifiée conforme

Saint Martin en Haut, le 16 octobre 2017

Le Maire,  
Régis CHAMBE





**ANNEXE 2 :**

**LA DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LES OBJETS DE LA MODIFICATION N°3  
DU PLU DU 8 FEVRIER 2018**

## ANNEXE 3 :

### LA DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LES OBJETS DE LA MODIFICATION N°3 DU PLU DU 5 AVRIL 2018

REPUBLIQUE FRANCAISE

Commune de SAINT MARTIN EN HAUT

DEPARTEMENT DU RHONE

Arrondissement de  
Villefranche-sur-Saône

Canton de  
VAUGNERAY

#### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DELIBERATION RENDUE EXECUTOIRE  
Transmise à la Préfecture le 17.04.18  
Publiée ou notifiée le 17.04.18  
DOCUMENT CERTIFIE CONFORME  
Le Maire,

SEANCE DU 5 AVRIL 2018

COMPTE RENDU AFFICHE 11 AVRIL 2018

DATE DE CONVOCATION DU CONSEIL MUNICIPAL : 29 MARS 2018

NOMBRE DE CONSEILLERS MUNICIPAUX EN EXERCICE AU JOUR DE LA SEANCE : 26

PRESIDENT : M. CHAMBE REGIS

SECRETAIRE ELU : MME FAYET NATHALIE

MEMBRES PRESENTS A LA SEANCE : MRS CHAMBE REGIS, BONNARD MICHEL, MORALES PHILIPPE, VACHERON JOEL, MMES FAYET NATHALIE, CHARDON MONIQUE, MRS FAYOLLE BRUNO, MILAN BERNARD, FURNION DANIEL, MMES BUISSON GHISLAINE, GRANGE MIREILLE, BONNARD GENEVIEVE, MRS GUYOT JEAN LUC, BUISSON JEAN-LUC, ESCALE CHRISTIAN, SANGOUARD JEROME, MMES CHARVOLIN ANNABELLE, COULOMB MARIE, FAURE VERONIQUE, MARNAS JOELLE, PEURIERE CELINE.

EXCUSES : MRS PIEGAY DIDIER, MMES PIEGAY ANCA, GRANDJEAN DOMINIQUE, JOMAND CECILE.

**OBJET : MODIFICATION DU P.L.U.**

**DELIBERATION N° 2018-27**

Vu le lancement d'une modification du P.L.U. de la commune prescrit par délibération du conseil n° 2017-53 en date du 12 octobre 2017.

Vu les modifications apportées dans cette même procédure par délibération en date du 8 février 2018.

Considérant le besoin d'une modification complémentaire relative, d'une part, à un « toilettage » succinct du règlement en vue de corriger certaines confusions dans l'interprétation du texte et d'autre part à l'inscription d'une zone de réserve le long du chemin rural n° 44 après le lotissement du Petit Pont, dans la perspective d'un élargissement de la voie.

Où l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré,  
Le Conseil Municipal à l'unanimité :

- **DECIDE** de compléter la modification du P.L.U. tel que décrit ci-dessus soit :
  - « toilettage » succinct du règlement.
  - inscription d'une zone de réserve le long du chemin rural n° 44.
- **CHARGE** Monsieur le Maire de la poursuite et de l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que ci-dessus.

Pour copie certifiée conforme

Saint Martin en Haut, le 11 avril 2018

Régis CHAMBE,  
Maire



## ANNEXE 4 :

### ARRETE MUNICIPAL DU 23 AVRIL 2018 PRESCRIVANT LA MODIFICATION N°3 DU PLU



MAIRIE  
DE SAINT-MARTIN-EN-HAUT  
RHÔNE

04 78 48 61 01  
mairie@stmarth.fr  
mairie.saint-martin-en-haut@cc-mcl.fr

Communauté de Communes  
des Monts du Lyonnais

**N° 2018 – 070**

**Objet : Procédure de modification n° 3 du Plan Local d'Urbanisme**

Le Maire de la Commune de Saint Martin En Haut,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-36 et suivants ;

Vu les délibérations du Conseil Municipal en date du 6 Octobre 2011 approuvant le PLU, du 7 Juin 2012 approuvant la modification n°1, du 2 juin 2016 approuvant la modification n°2 et la révision sous format allégé n°1, du 11 janvier 2018 approuvant la révision sous format allégé n°2

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 12 Octobre 2017 lançant la procédure de modification et définissant ses objets

Vu les délibérations du Conseil Municipal en date des 11 janvier 2018 et 5 avril 2018 visant à redéfinir les objets

Considérant la nécessité d'ajouter des réserves en vue de la réalisation de projets ;

Considérant la volonté de instaurer une OAP (Orientation d'Aménagement et de Programmation) sur le secteur de la rue de Martinaud au vu des enjeux paysagers sur le site ;

Considérant la volonté d'annexer le nuancier communal des teintes de façades et celui de la zone artisanale des Plaines ;

Considérant la volonté de modifier de façon mineure certaines dispositions du règlement pour une meilleure application ;

Considérant que l'ensemble des modifications apportées ne sont pas de nature à :

- changer les orientations du projet d'aménagement et de développement durables
- réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière
- réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.

#### ARRETE

##### **Article 1**

En application des dispositions des articles L.153-36 et L.153-37 et suivants du code de l'urbanisme, une procédure de modification n°3 du PLU est engagée.

## Article 2

Le projet de modification vise à :

- Annexer le nuancier communal des teintes de façades et celui de la zone de Plaines,
- Modifier les emplacements réservés,
- Créer une OAP (Orientation d'Aménagement et de Programmation) le long de la rue de Martinaud,
- Apporter des modifications et assurer un toilettage du règlement.

Il est donc envisagé de modifier le plan de zonage, les orientations d'aménagement et de programmation, la liste des emplacements réservés et le règlement.

## Article 3

Etant donné les objets définis, le projet de modification n'est pas soumis à la concertation (article L.103-2 du code de l'urbanisme), mais fera l'objet d'une enquête publique où les habitants pourront consulter le projet et faire part de leurs observations.

## Article 4

Le dossier sera transmis pour avis à Monsieur le Préfet ainsi qu'aux personnes publiques associées avant l'ouverture de l'enquête publique.

## Article 5

Copie du présent arrêté sera adressée à M. le Préfet du Rhône.



Fait à Saint Martin En Haut, le 23 avril 2018

Le Maire, Régis CHAMBE

## **ANNEXE 5 :**

### **PROJET DE DOSSIER DE MODIFICATION N°3 DU PLU**

Le dossier du projet de modification est joint à la présente fiche d'examen au cas par cas.